

MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)

ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE mono-attributaire

Maître de l'ouvrage

ETAT - MINISTERE DES ARMEES ET DES ANCIENS COMBATTANTS

Objet du marché

Projet n° 25 046

DAF 2025 001086

**Accord-cadre à bons de commande relatif à l'exécution des missions de chargé de sécurité pyrotechnique
au profit des emprises relevant du périmètre de compétence de SID Sud-Ouest**

SOMMAIRE

Article 1. Objet du marché – dispositions générales	4
1.1. Objet du marché	4
1.2. Durée du marché	4
1.3. Montant du marché	4
1.4. Décomposition en tranches et en lots	4
1.5. Intervenants	5
1.6. Travaux intéressant la Défense – obligation de discrétion	5
1.7. Contrôle primaire des personnes physiques	5
1.8. Dérogations au principe d'exclusivité	6
Article 2. Pièces constitutives du marché	6
2.1. Pièces particulières	6
2.2. Pièces générales	7
Article 3. Fonctionnement du marché - Bons de commande	7
Article 4. Règlements des comptes - Variations dans les prix	8
4.1. Répartition des paiements	8
4.2. Contenu des prix	8
4.3. Forme des prix	9
4.4. Modalités de règlement des comptes	9
4.5. Paiement des sous-traitants	10
4.6. Clauses de financement et de sûreté	11
Article 5. Délai d'exécution – pénalités et primes	12
5.1. Délais d'exécution	11
5.2. Délais de transmission	11
5.3. Pénalités	11
5.4. Prime d'avance	13
Article 6. Contrôle et réception des travaux	13

Article 7. Arrêt de l'exécution des prestations.....	13
Article 8. Prestations complémentaires.....	13
Article 9. Résiliation du marché.....	13
Article 10. Propriété intellectuelle des documents remis	13
Article 11. Assurance.....	13
Article 12. Communication du représentant du pouvoir adjudicateur	13
Article 13. Dérogations aux documents généraux	14

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE 1 : Arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense.

ANNEXE 2 : Fiche de Contrôle primaire

ANNEXE 3 : Guide SUBCLIC pour la sous-traitance (SUBCLIC)

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du marché

Le marché régi par le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) est un accord-cadre à bons de commande sur bordereau de prix unitaires (BPU), ayant pour objet l'exécution de missions de **chargé de sécurité pyrotechnique** afférente à des diagnostics préalables et à des chantiers de dépollution pyrotechnique au profit des emprises militaires relevant du périmètre de compétence du SID Sud-Ouest.

- BDD de Pau-Bayonne (64)
- BDD de Mont-de-Marsan (40,33)
- BDD de Bordeaux-Mérignac-Agen (33-47)
- BDD de Cazaux (33)
- BDD de Saint Maixent-Poitiers-Angoulême-Brive la Gaillarde (16,19,23,24,79,85,86,87)
- BDD de Rochefort-Saintes-Cognac- La Rochelle (16,17)
- BDD de Toulouse-Carcassonne-Montauban (09,11,31,32,46,65,66,81,82)

La description des prestations ainsi que leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)

1.2 Durée du marché

Le présent accord-cadre est conclu pour une période ferme de (24) vingt-quatre mois à compter de la date de notification du marché. Il peut être reconduit à l'issue de ces deux (2) années et à sa date anniversaire, par tacite reconduction, pour une période d'une durée égale à douze (12) mois, sans que sa durée totale ne puisse excéder 48 mois (4 ans).

Conformément à l'article R. 2112-4 du code de la commande publique, il peut être mis fin au marché à l'expiration de chaque période (la première période de deux (2) années et la deuxième période d'une (1) année), à charge pour la personne publique d'en informer le titulaire du marché par décision notifiée par ordre de service un (1) mois au moins avant la fin de la période en cours. Toutefois, les prestations en cours et commandées par bon de commande avant expiration du marché devront être terminés par le titulaire.

En cas de non-reconduction du marché, l'entreprise ne pourra prétendre à aucune indemnité.

La personne habilitée à représenter le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de notifier des bons de commande avant le terme du marché dont l'exécution se poursuivrait au-delà de la date de fin du marché.

1.3 Montant du marché

L'accord-cadre est passé sans montant minimum, avec un montant maximum mentionné en page de garde de l'acte d'engagement.

Le montant estimé annuel est mentionné en page de garde de l'acte d'engagement.

1.4 Décomposition en tranches et en lots

Le présent marché ne comporte ni tranche, ni lot.

1.5 Intervenants

1.5.1 – Maître d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage est l'État – Ministère des Armées et des Anciens Combattants - Service d'Infrastructure de la Défense Sud-Ouest.

1.5.2 – Représentant du maître d'ouvrage

La représentation du maître d'ouvrage peut être assurée par :

- La Directrice
- L'adjoint à la direction chargé des opérations
- Le sous-directeur Investissement (SD-INV)

- Les chefs de bureaux de la sous-direction des investissements
- Le sous-directeur de la Maintenance et Patrimoine (SD-MP)
- Le sous-directeur de la Synthèse, Prospective et Planification (SD-S2P)
- Le chef de l'unité de soutien du service d'infrastructure de la Défense SUD-OUEST concerné et son représentant

1.5.3 – Le titulaire

Le chargé de sécurité pyrotechnique définit et met en œuvre la politique de sécurité sur les chantiers de diagnostics et de travaux de dépollution pyrotechnique sur les emprises militaires.

1.5.4 – La sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter une partie des prestations, sous réserve de l'acceptation de la société sous-traitante et l'agrément de ses conditions de paiement par le représentant du pouvoir adjudicateur. Le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de l'ensemble des prestations dues au titre du présent accord-cadre à bons de commande.

L'acte spécial précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue aux articles R. 2193-1 et R. 2193-2 du code de la commande publique.

Les personnes physiques autorisées à accéder au site feront l'objet d'un contrôle primaire. A ce titre, une fiche de demande de contrôle primaire sera à compléter et à transmettre à l'autorité contractante. Cette fiche est disponible sur demande auprès du SID SUD-OUEST.

1.6 Travaux intéressant la défense – obligation de discrétion

Les travaux faisant l'objet du présent marché intéressent la défense nationale. En conséquence, le titulaire doit se conformer aux stipulations de l'article 5 du CCAG/PI.

En référence à l'article 5.1.1 du CCAG/PI, il est précisé que toute information, document ou élément relatif aux objets mis au jour dans le cadre des opérations présentent un caractère confidentiel. Dans ce cadre, le titulaire est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. La décision de communiquer ces informations, documents ou éléments appartient au R.P.A.

Tout titulaire ayant à intervenir à un moment quelconque du déroulement de l'opération détient des informations s'y rapportant à titre confidentiel. Il doit en faire un usage strictement personnel pour l'exercice exclusif de sa mission et s'interdire toute diffusion, même à ses proches.

Pour tout manquement aux obligations de discrétion constaté, le marché peut être résilié aux frais et aux torts du cocontractant, sans qu'il puisse prétendre à une indemnisation et sans préjuger des poursuites judiciaires éventuelles.

Le titulaire devra prendre en compte les principales contraintes d'accès au site.

1.7 Contrôle primaire des personnes physiques

Information sur les contrôles primaires des personnes physiques

En plus des procédures d'accès au site (badge, sas,...), toute personne amenée à pénétrer sur le site doit faire l'objet d'une enquête de sécurité préalable.

L'enquête de sécurité nécessite le dépôt de Fiches Individuelles de Contrôle Primaire **deux (2) mois minimum avant toute demande d'accès au site concerné.**

Le modèle de ces fiches est fourni en annexe du CCAP. Celles-ci mentionneront les noms, prénoms, nationalités, date et lieu de naissance ainsi que les adresses de résidence actuelle des personnes pénétrant dans le site. En outre, la copie couleur de la carte d'identité, du passeport ou de la carte de séjour sera requise.

L'accès au site ne sera autorisé que sous réserve d'une fiche individuelle de contrôle primaire **validée.**

- Toutes les demandes de Fiche de contrôle primaire des personnes physiques seront transmises au bureau de sécurité du SID SUD-OUEST par mail (sid-sud-ouest.off-secu.fct@intradev.gouv.fr) avec bordereau d'envoi électronique ;
- Tout rejet de Fiche de contrôle primaire des personnes physiques par le bureau de sécurité pour cause de non-complétude des pièces constitutives sera retourné à l'entreprise pour réinitialisation de la demande ;

- En cas de retour « sans objection » des fiches de contrôle primaire des personnes physiques par l'autorité de contrôle, le bureau sécurité du SID SUD-OUEST informera l'officier de sécurité de chaque site.

Dès l'attribution de l'accord-cadre, le titulaire fera une demande de Fiche de contrôle primaire des personnes physiques (FICE), afin d'être en mesure d'accéder au site de façon autonome dès la notification du marché et le début des prestations.

Contrôle des accès

En fonction des nécessités et des fréquences d'accès au site, des laissez-passer « permanent » ou « provisoire » pourront être délivrés.

Le titulaire pourra obtenir des badges « référent ». Un référent permet d'accompagner sur le site des personnes amenées à venir ponctuellement sur le site dans le cadre de l'opération.

1.8 Dérogations au principe d'exclusivité

L'acheteur aura recours au titulaire pour l'attribution des bons de commande faisant l'objet du présent accord-cadre.

L'acheteur se réserve la possibilité de traiter hors du présent accord-cadre, des commandes pour lesquels le titulaire ne respecterait pas ses engagements contractuels, notamment en cas d'absence de réponse dans les délais aux diverses demandes SID SUD-OUEST relatives à un bon de commande ou un projet de bon de commande, non-respect des exigences de l'offre initiale, non-respect des engagements pris.

L'acheteur se réserve également la possibilité de traiter hors du présent accord-cadre, les opérations passées en mandat de maîtrise d'ouvrage et en marchés globaux.

ARTICLE 2 - PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/PI, les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

2.1 Pièces particulières

- L'acte d'engagement et ses annexes dans la version résultant des dernières modifications éventuelles opérées par avenant et dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître d'ouvrage fait seul foi :
 - Annexe I « bordereau de prix unitaires »
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et ses annexes dans la version résultant des dernières modifications éventuelles opérées par avenant et dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître d'ouvrage fait seul foi :
 - Annexe 1 : arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense
- Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) dans la version résultant des dernières modifications éventuelles opérées par avenant et dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître d'ouvrage fait seul foi :
- Les bons de commande.
- Le mémoire technique fourni à l'appui de l'offre.

2.2 Pièces générales

Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Prestations Intellectuelles (C.C.A.G./P.I.) pris par arrêté du 30 mars 2021, portant approbation du CCAG applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles ;

- Les différentes normes en vigueur.

ARTICLE 3 - FONCTIONNEMENT DU MARCHÉ – BONS DE COMMANDE

Les missions du **CHARGE DE SECURITE PYROTECHNIQUE** feront l'objet de bons de commande successifs, émis par le représentant de la maîtrise d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage confie, au titulaire, pendant toute la durée du marché, l'exécution de toutes les prestations de chargé de sécurité pyrotechnique relatives à des diagnostics pyrotechniques préalables et à des chantiers de dépollution pyrotechnique sur les sites par le présent accord-cadre.

Le chargé de sécurité pyrotechnique ne peut prétendre au règlement de prestations que dans la mesure où elles ont fait l'objet d'un bon de commande écrit.

Le chargé de sécurité pyrotechnique est tenu d'alerter par écrit le maître d'ouvrage si la commande qui lui est passée ne lui permet pas d'assurer la mission telle qu'elle est définie par la réglementation.

Chaque bon de commande émis avant la fin du marché doit être exécuté jusqu'à son terme.

Chaque bon de commande précise notamment :

- Le numéro et la date du bon de commande ;
- La référence de l'accord cadre à bons de commande et du devis ;
- Le montant en euros HT ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant en euros TTC ;
- Le N° d'engagement chorus ;
- Le N° du service exécutant D10711C033 ;
- Le lieu d'exécution des prestations ;
- La nature et la description des prestations à exécuter ;
- Le délai d'exécution ;
- Les références de l'opération (n° COSI, intitulé COSI).

Pour les accords-cadres à bons de commande dont le titulaire est un groupement solidaire, les bons de commande seront adressés au mandataire de ce groupement. Le mandataire est chargé de la transmission et de la signature du bon de commande à l'entreprise intervenante.

Le bon de commande est adressé par courrier postal ou courriel à l'entreprise titulaire.

Si le titulaire estime que les prescriptions du bon de commande appellent des observations de sa part, il doit les notifier au représentant du pouvoir adjudicateur par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de dix (10) jours calendaires à compter de la date de réception du bon de commande, par dérogation à l'article 3.7 du C.C.A.G. PI.

Le délai d'exécution des prestations sera fixé dans une annexe au bon de commande ou par OS dans les conditions fixées au C.C.A.P. et ne pourra en aucun cas être changé sans accord écrit du représentant de la maîtrise d'ouvrage.

Dans l'hypothèse où le bien-fondé des réserves est reconnu par le R.P.A., une nouvelle commande se substituant à la précédente est notifiée au titulaire. Dans le cas contraire, le titulaire est tenu d'exécuter la commande, à charge pour lui de demander l'application des dispositions de l'article 37 du C.C.A.G. PI.

Le titulaire a l'obligation de répondre à la sollicitation du maître d'ouvrage lors d'une demande de devis dans un délai de 10 jours ouvrés.

Si aucune réponse n'est apportée par le titulaire, les pénalités prévues à l'article 6.3 lui seront appliquées. Dans cette hypothèse, le maître d'ouvrage se réserve le droit de consulter un autre prestataire de services.

ARTICLE 4 – REGLEMENT DES COMPTES – VARIATIONS DANS LES PRIX

4.1 Répartition des paiements

Chaque bon de commande indique ce qui doit être réglé respectivement :

- Au titulaire du marché et ses sous-traitants ;
- Au titulaire mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

4.2 Contenu des prix

Le prix est réputé complet et comprend toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, et tient compte notamment de :

- la complexité de l'opération ;
- l'organisation de la maîtrise d'ouvrage.

Les prix du marché sont établis en supposant que la totalité des prestations sera exécutée.

Les prix du marché sont hors Taxe sur la Valeur Ajoutée (T.V.A.) et sont établis :

- en tenant compte de l'obligation de respecter le règlement intérieur de chaque emprise ;
- en tenant compte des contraintes d'accès et du temps nécessaire à l'obtention des autorisations d'accès ;
- en tenant compte de l'activité de chaque emprise et des contraintes afférentes ;
- en tenant compte des activités de tirs et d'essais des établissements et des contraintes afférentes ;
- en tenant compte que certaines manœuvres ou exercices (posture de protection) sont tenus secrets par l'autorité militaire jusqu'à leur déroulement effectif et qu'en conséquence, le site est susceptible d'être évacué ou inaccessible sans préavis et pour une durée indéterminée. Le cas échéant, les travaux seront interrompus et le délai d'exécution est prolongé d'une période égale à la durée d'interruption des travaux ;
- en tenant compte des techniques et méthodes de travail définies dans les ESP et leurs additifs, approuvés par l'inspection du travail ;
- en tenant compte de l'obligation de procéder, sous la conduite du chargé de prévention de chaque emprise, à une analyse des risques pouvant résulter de l'interférence entre les activités, les installations et les matériels.

S'il apparaît des risques liés aux interférences, les parties arrêteront, d'un commun accord et avant le début des travaux, le plan de prévention définissant les mesures devant être prises en vue de prévenir ces risques. Le titulaire ne pourra commencer ses travaux ou prestation avant que le plan de prévention ne soit signé par l'autorité compétente.

- en tenant compte de l'obligation de participer aux réunions de préparation, de consultation, de coordination, réunions publiques, actions de communication auprès des services de chaque emprise ou des riverains et autres prestations de gestion permettant d'assurer le bon déroulement des opérations ;
- en tenant compte de toutes les conditions pouvant, de quelque manière que ce soit, avoir une influence sur l'exécution, ainsi que sur la qualité et les prix des prestations.

4.3 Forme des prix

4.3.1 - Base des prix

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la date limite de réception des offres indiquée en page de garde de l'acte d'engagement ; ce mois est appelé "mois zéro".

4.3.2 - Révision des prix

Les prix sont fermes les deux premières années. Les prix sont révisibles chaque année à la date anniversaire du marché (année N+ 2 et année N+3).

4.3.3 - Modalité de révision des prix

Le coefficient de révision « Cn » applicable pour le calcul des acomptes, des paiements partiels définitifs et du solde est donné par la formule :

$$Cn = \frac{In}{Io}$$

dans laquelle Io et In sont les valeurs prises par l'index de référence I respectivement au mois zéro et au mois n de révision des prix (date anniversaire)

4.3.4 Choix des index de référence

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prix du marché est l'**index INGENIERIE** créé par la circulaire économie et finances C.C.M./121 du 19 février 1974 (base 100 en janvier 2010).

4.4 Modalités de règlement des comptes

4.4.1 – Demande de paiement

Demande de paiement :

Par dérogation à l'article 11.3 du CCAG/PI, le titulaire devra présenter sa demande de paiement sous la forme de factures détaillées. Les demandes de paiement pourront être partielles (acomptes) dans les cas prévus aux articles R. 2191-20 à R. 2191-22 du code de la commande publique. La fréquence minimum des acomptes est de 3 mois.

Décompte général :

Par dérogation à l'article 11.7 du CCAG/PI, le marché ne donnera pas lieu à demande de paiement final, ni à l'établissement d'un décompte général. Le solde de chaque bon de commande sera réglé sous la forme d'un paiement définitif.

4.4.2 – Modalité d'établissement de la facture

Pour chaque bon de commande, le règlement des prestations interviendra sur présentation d'une facture détaillée.

Les factures afférentes au paiement sont établies en un (1) exemplaire original et deux (2) copies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Numéro du service exécutant suivant : D10711C033 (obligatoire pour le règlement) ;
- Le numéro d'engagement juridique Chorus du bon de commande (obligatoire pour le règlement) ;
- La date du bon de commande ;
- Le n° et date de l'accord cadre ;
- Le nom et l'adresse du créancier ;
- La raison sociale du créancier, sa forme juridique, son capital social ;
- La référence de son inscription au registre du commerce et des sociétés (RCS) ou au répertoire des métiers (RM) ;
- Le n° SIREN ou SIRET (obligatoire pour le règlement)
- La date et le n° de la facture ;
- Le n° de son compte postal ou bancaire, tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement ;
- Le détail des prestations exécutées ;
- Le montant HT ;
- Le taux et le montant des taxes ;
- Le montant total TTC ;
- La date de facturation ;
- La signature du titulaire.

Toute facture ne respectant pas les prescriptions ci-dessus sera dûment retournée au titulaire pour complément.

Rappel : la sous-traitance doit être déclarée pour chaque bon de commande. Pour chaque sous-traitant de premier rang payé directement par le maître d'ouvrage, le titulaire du marché doit avoir, préalablement à l'exécution du bon de commande, obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

4.4.3 – Transmission des factures

Les factures sont transmises par voie dématérialisée via le portail CHORUS PRO : <https://chorus-pro.gouv.fr>

4.4.4 – Délai global de paiement

Le paiement de chaque commande interviendra dans un délai maximum de 30 jours.

4.4.5 – Intérêts moratoires

Les modalités de règlement des intérêts moratoires sont fixées aux articles R. 2192-31 à R. 2192-36 du code de la commande publique.

4.5 Paiement des sous-traitants

4.5.1 – Désignation de sous-traitant en cours de marché

Le titulaire du marché public peut, sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché public à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement conformément aux articles R.2193-3 à R.2193-4 du Code de la commande publique.

En application de l'article R. 2193-10 du code la commande publique :

- Pour chaque sous-traitant de premier rang dont le montant du DC4 est inférieur à 10 % du montant estimé annuel du marché, le titulaire devra joindre un projet d'acte spécial, une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner visées aux articles L.2141-1 à L.2141-5, et L.2141-7 à L.2141-11 du Code de la commande publique et **une caution bancaire** au nom du titulaire et du montant de l'acte spécial concerné ;

- Pour tout DC4 supérieur ou égal à 10 % du montant estimé annuel du marché, le sous-traitant fera l'objet d'un paiement direct par l'administration ;

- Pour chaque sous-traitant de second rang payé par le sous-traitant de premier rang, le sous-traitant de premier rang devra joindre un projet d'acte spécial signé des 3 parties (titulaire du marché, sous-traitant de premier rang et sous-traitant de second rang), une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner visées aux articles L.2141-1 à L.2141-5, et L.2141-7 à L.2141-11 du Code de la commande publique et **une caution bancaire** au nom du sous-traitant de premier rang et du montant de l'acte spécial concerné.

L'acte spécial précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue aux articles R.2193-1 et R.2193-3 du Code de la commande publique.

Pour chaque sous-traitant le titulaire remet les attestations d'assurance mentionnées ci-après.

Le titulaire adresse le dossier de sous-traitance en simple exemplaire par voie postale, sous pli recommandé avec accusé réception ou déposé contre récépissé au chargé d'affaire.

Les démarches de transmission du dossier :

Pour déposer ses déclarations de sous-traitance, le représentant de l'acheteur demande **aux titulaires et aux sous-traitants l'utilisation des services dématérialisés de la société SUBCLIC** (<https://subclik.com/>). Pour satisfaire cette obligation, le titulaire est tenu de compléter l'article 6 de l'acte d'engagement désignant la personne physique de l'entreprise responsable de la vérification et de la signature des actes de sous-traitance.

Il s'agit d'un outil informatique gratuit pour les entreprises, qui permet, la transmission, la validation et la signature de l'ensemble des demandes d'acceptation de sous-traitance.

L'inscription doit être maintenue active pendant toute la durée du contrat.

Le **guide de démarrage** pour déclarer un sous-traitant est joint en annexe 3 du présent CCAP.

4.5.2 – Modalités de paiement direct

Conformément aux articles R. 2193-11 à R. 2193-16 du code de la commande publique, le sous-traitant adresse sa demande de paiement, libellée au nom du maître d'œuvre, au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, au maître d'œuvre.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au maître d'œuvre, accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le représentant du maître d'ouvrage adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le titulaire joint à sa facture une attestation indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire à la demande de paiement, signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage au sous-traitant concerné.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

Le maître de l'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans le délai prévu par l'article R. 2192-10 du code de la commande publique. Ce délai court à compter de la réception par le maître d'œuvre de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa du présent paragraphe si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le maître d'œuvre de l'avis postal mentionné au troisième alinéa.

Le maître de l'ouvrage informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

4.6 Clauses de financement et de sûreté

4.6.1 – Retenu de garantie

Le titulaire est dispensé de constituer une retenue de garantie.

4.6.2 – Avance

Conformément aux articles R. 2191-3 et R. 2191-16 du code de la commande publique, une avance peut être accordée au titulaire pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

Le montant de l'avance est fixé à 30 % du montant initial toutes taxes comprises du bon de commande.

Le titulaire peut refuser de bénéficier de l'avance.

Le point de départ du délai global de paiement de l'avance est la date de notification du bon de commande.

ARTICLE 5 – DELAI D'EXECUTION – PENALITES ET PRIMES

5.1 Délais d'exécution

Le délai d'exécution de chaque prestation sera mentionné dans le bon de commande prescrivant de le commencer.

Le délai d'exécution des commandes court à compter de la date de début d'exécution des prestations indiquée sur le bon de commande.

Le titulaire **à l'obligation** de répondre à la demande de devis sous un délai de 10 jours calendaires à réception de la demande par le maître d'ouvrage sous peine d'application de pénalités prévues à l'article 5.3.1

5.2 Délais de transmission

Le titulaire du marché devra transmettre ses documents à compter de réception de l'ordre de service dans les délais définis ci-dessous :

N°	Objets	Délais (en jours calendaires)
1	Avis sur DCE de dépollution pyrotechnique	14 jours calendaires
2	Avis sur ESP	14 jours calendaires
3	Avis sur les documents transmis par la maîtrise d'ouvrage (autre que 1 et 2)	7 jours calendaires
4	Procès-verbal de visite / réunions	2 jours ouvrés
5	Documents de la phase réalisation	7 jours calendaires

5.3 Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/PI, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités quel qu'en soit le montant.

Les pénalités peuvent se cumuler.

5.3.1 – Pénalités pour retard ou pour non réponse à la demande de devis

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/PI, pour toute absence de réponse dans un délai de 10 jours ouvrés suite à une demande de devis, le chargé de sécurité pyrotechnique se verra appliquer une pénalité journalière (jour calendaire) H.T. fixée à : 50 € HT/jour.

5.3.2 – Pénalités pour retard dans la remise des documents

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/PI, en cas de retard sur :

- les délais prescrits au paragraphe précédent ;
- les délais notifiés par décision du représentant du pouvoir adjudicateur (et notifiés par ordre de service) pour lesquelles aucune observation n'aura été formulée ;

Le titulaire subira, par jour calendaire, une pénalité de : 50 € HT.

Les pénalités seront appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard. Le nombre de jours de retard sera obtenu par différence entre la date réelle de remise du document ou de l'avis et la date limite prévue, en tenant compte des délais mentionnés au paragraphe précédent.

5.3.3 – Pénalités forfaitaires pour absence aux réunions

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/PI, pour toute absence à une réunion, le chargé de sécurité pyrotechnique se verra appliquer une pénalité forfaitaire H.T. non revalorisable, fixée à : 150 € HT.

5.4 Prime d'avance

Sans objet

ARTICLE 6 – CONTROLE ET RECEPTION DES PRESTATIONS

Par dérogation aux articles 28 et 29 du CCAG PI, l'exécution de chaque bon de commande s'achève à l'admission des prestations dues au titre de chaque bon de commande par le représentant du maître de l'ouvrage et après remise de tous les documents dus par le titulaire.

La certification du service fait par le représentant du maître de l'ouvrage dans Chorus vaut réception des prestations.

Dans le cas où les prestations ne seraient pas admises en l'état, le RPA pourra décider de l'ajournement, de l'admission avec réfaction ou du rejet, conformément aux dispositions de l'article 29 du CCAG PI.

ARTICLE 7 – ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet d'un bon de commande :

- En cas d'appels d'offres de marchés relatifs à des diagnostics pyrotechniques et/ou des travaux de dépollution pyrotechnique déclarés sans suite ;
- En cas de résiliation du marché relatif au diagnostic pyrotechnique et/ou aux travaux de dépollution pyrotechnique.

ARTICLE 8 – PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES

Sans objet.

ARTICLE 9 – RESILIATION DU MARCHE

En cas de non renouvellement ou de perte de l'attestation de compétence du chargé de sécurité pyrotechnique portant sur les domaines concernés par le présent accord cadre, celui-ci sera résilié sans indemnité.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations prévue à l'article 7 emporte la résiliation du marché sans indemnité.

Suite à la résiliation, et en application des dispositions de l'article 27 du CCAG/PI, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire du présent marché.

ARTICLE 10 – PROPRIETE INTELLECTUELLE DES DOCUMENTS REMIS

Il est fait application de l'article 35 du CCAG-PI.

ARTICLE 11 – ASSURANCE

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le chargé de sécurité pyrotechnique devra justifier qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité obligatoire en application de l'article L.241.1 du code des assurances.

Le défaut d'assurance entraînera la résiliation du marché aux frais et risques du chargé de sécurité pyrotechnique.

ARTICLE 12 – COMMUNICATION DU REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Par dérogation aux articles 2 et 3.8 du CCAG/PI :

- L'ordre de service est le moyen de communication du représentant de la maîtrise d'ouvrage qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le présent accord-cadre ;
- Les ordres de service sont notifiés par le représentant de la maîtrise d'ouvrage à l'entreprise titulaire de l'accord-cadre ;
- Toutes les décisions du représentant au pouvoir adjudicateur seront notifiées au titulaire par ordre de service du représentant de la maîtrise d'ouvrage.

ARTICLE 13 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG PI ;
- L'article 3 du CCAP déroge à l'article 3.7 du CCAG PI ;
- L'article 4.4.1 du CCAP déroge aux articles 11.3 et 11.7 du CCAG PI ;
- L'article 5.3 du CCAP déroge à l'article 14.1 du CCAG PI ;

- L'article 6 du CCAP déroge aux articles 28 et 29 du CCAG PI ;
- L'article 12 du CCAP déroge aux articles 2 et 3.8 du CCAG PI ;
- L'article 3.2 de l'AE déroge à l'article 13.1.2 du CCAG PI.

A Bordeaux, le 27/05/2026

Le représentant du pouvoir adjudicateur,

Par suppléance,

L'ingénieur en chef de 1^{ère} classe Raoul DELEUZE
Adjoint au directeur, chargé des opérations
du Service d'Infrastructure de la Défense
Sud-Ouest

